

Enbasta

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
21 février 2013
n° 2267
1,30 €

Yara et le port

**Barthélémy
Aguerre**

FRAUDE

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Vous avez dit processus de paix ?

A PRÈS dix ans d'interdiction et de batailles "judiciaires", le nouveau parti Sortu, représentant la gauche abertzale traditionnelle, va naître le samedi 23 février, avec son premier congrès à Iruñea. Quatre cent cinquante délégués de ses assemblées locales éliront un Conseil national et une direction politique dont Arnaldo Otegi, toujours incarcéré, devrait prendre la tête. L'événement sera précédé la veille dans la capitale basque, d'une nouvelle "conférence internationale" sur les processus de résolution des conflits.

Le 28 janvier, plusieurs représentants de la "Commission internationale de vérification du cessez-le-feu" (1) sont venus rencontrer différents partis politiques en Pays Basque, elle reviendra fin février. Quant au "Groupe international de contact" (1) qui ne comporte aucun délégué du gouvernement espagnol et issu lui aussi de la conférence d'Aiete, il a rencontré ces derniers mois trois représentants d'ETA à Oslo. Il s'agirait de Josu Urrutikoetxea, David Pla et Iratxe Sorzabal. Le gouvernement norvégien a autorisé les trois Basques à résider sur son territoire jusqu'au 10 janvier, avec une marge de cinq jours pour quitter ce pays. ETA dans son dernier communiqué du 24 janvier, demande la mise en œuvre de négociations sur les prisonniers et les exilés, ainsi que la "démilitarisation" des quatre provinces d'Hegoalde, c'est-à-dire le départ de la garde civile, de la police nationale et de l'armée. Nous sommes loin de la reconnaissance du droit à l'autodétermination et de la réunification exigées hier. Mais c'est encore beaucoup trop pour le gouvernement espagnol qui rejette toute médiation ou contact avec la "bande terroriste". Pour le PP, les médiateurs internationaux sont inutiles afin de vérifier le cessez-le-feu déclaré il y deux ans, le 10 janvier 2011. Seules les forces de police sont habilitées pour le faire.

Le désaccord entre les deux parties est donc toujours béant. L'Espagne tolère sous conditions draconiennes, comme en liberté surveillée, la création du parti incarnant la gauche abertzale et régionalise la gestion du conflit basque: le gouvernement autonome basque se charge "discrètement" de cette tâche. En attendant la livraison de l'arsenal et l'autodissolution d'ETA, France, Espagne et Grande-Bretagne maintiennent la pression avec leur lot d'incarcérations, de condamnations et d'extraditions. La sénatrice porte-parole du PS, Frédérique Espagnac, désireuse de participer à un congrès aux côtés d'un ministre français, est déclarée persona non grata par Madrid, parce qu'elle a participé à la conférence d'Aiete. Les deux leaders emblématiques de la gauche abertzale, Arnaldo Otegi et le syndicaliste Rafa Diez —largement à l'origine du processus de paix actuel— demeurent incarcérés depuis 837 jours. L'Audiencia nacional poursuit de ses foudres les députés d'Amairu qui ont osé manifester le 11 février devant la prison de Logroño où se trouvent les deux hommes. Leur

crime: la «glorification du terrorisme».

A travers le monde, clore les conflits de haute ou de basse intensité, parvenir à la paix et à la réconciliation suppose de nombreuses étapes: le cessez-le-feu bien sûr, l'armistice, les négociations, la conclusion d'un traité de paix, le rendu des armes, l'amnistie des prisonniers politiques. Ces différents stades sont nécessaires non seulement à la réalisation concrète de la paix en ce qu'ils scandent et marquent sa progression, mais aussi à son accomplissement symbolique et imaginaire. La négociation et son couronnement, le compromis, constituent des points d'orgue de ce déroulement parce qu'ils matérialisent les avancées politiques et sociales réalisées par ailleurs et dont ils provoquent le redéploiement.

Deux communautés ennemies peuvent-elles apprendre, après des décennies de violence, à gérer pacifiquement les conflits? Comment accepter de troquer certains idéaux contre des compromis plus modérés, des utopies réalisables? Comment déplacer le centre de gravité de chacun des systèmes symboliques en compétition? Le contexte d'un processus de paix a un effet profondément traumatisant sur les idéaux politiques de chaque communauté. Il oblige les uns et les autres, d'une part à affronter des opinions qu'ils désiraient jusqu'alors ignorer et d'autre part, à abandonner une partie de leurs objectifs, afin de proposer des solutions applicables dans l'immédiat et non dans un futur mythique et désincarné. Quelle est la possibilité réelle de faire vivre ensemble des groupes aux identités nationales, linguistiques, culturelles, différentes? Comment ne pas avoir le sentiment d'être perdant? Les victimes se sentent oubliées, broyées, abandonnées aux poubelles de l'histoire. Criminels de droit commun pour les uns, héros nationaux pour les autres, les combattants voient leur qualification, leur statut réel et symbolique changer radicalement. L'incertitude entourant le statut même du conflit les fragilise. Le refus de l'amnistie ou de la mise en œuvre d'une justice transitionnelle diminue leurs chances de réhabilitation et de reconversion. Comment rendre compatible la gestion d'une mémoire historique controversée avec la réconciliation? Le conflit doit se décomposer pour se recomposer ailleurs, comment peut-il investir de nouveaux enjeux, construire de nouvelles oppositions, se transformer en objet de célébration et de commémoration?

Telles sont les questions à résoudre. En Pays Basque, nous sommes fort loin de tout cela, mais plutôt dans le champ des apparences. Au regard de l'actualité récente, on peut se poser la question: sommes-nous vraiment entrés dans un processus de paix?

(1) Instances auto-instituées auxquelles gouvernement espagnol comme partis espagnolistes dénie toute légitimité.

Gerlaz etsitzen hasteaz !

«**B**ORTXAK bakarrik murruiak eraikitzen ahal ditu. Eta horrez gain zubiak suntsitzen ahal ditu ere. Bortxa-ezaren praktikak gomitatzen gaitu murruien deseraikitzerat eta zubien eraikitzerat!». Hau da Jean-Marie Muller, Bortxa

Ezaren pentsalari eta militantearen gogoeten ardatz nagusia.

Idazlea den Jean Marie Muller, 1974an "Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)" mugimenduaren sortzailea da. Gaur egun mugimendu horren Frantses estatuko bozeramailea da. Joan den urtarrilaren 27an Jean-Marie-muller.fr web gunean 8 orriko ezohizko ausnarketa idatzi du: «Frantziak Malirat joan behar ote zuen gerlarat?» izenburuarekin.

Bertan, besteak beste Mali Estatuko Iparraldeko minoritateen berri eta Afrikako eskualde hortako interes ekonomiko ezberdinen ondorioak ezagutuko dituzue. Baina bereziki bortxa-ezaren hautu filosofiko eta estrategikoa egin duten herritarrek holako egoera korapilatsu baten ausnartzeko gakoak ere ukanen dituzte egiazkoa eta iraunkorra desiratzeko den bakearen lortzeko.

Muller-ek ondoko galderen bidez irakurlearen gogoeta aintzinarazi nahi du.

Ezin ukatuzkoa zenez ezagutuzer talde armatuek Mali hegoaldeko

jendarte zibila mehatxatzen zutela, aitortu behar da Frantses Estatu esku hartzera behartua zela. Ez dea onartu behar kasu horretan «egoera den bezala uztea» nolabaiteko koldarkeriarekin konparatzen ahalko zela. Zeren Gandhik berak ere zion «Uste dut, bortxa eta koldarkeriaren artean bakarrik delarik hautua, bortxa aholkatuko nukee-la!» Baina, hor ere, bortxaren erabilera molde batez sustatuz, ezin gira haren gaitzesteko gai izan. Altabada, "gaitzerdi" hori, gaitza da, eta "beharrak" ez du "zilegitasuna" ordezkatzen. Ezin badut gaitz horrekin solidario izan, nola saihestu harekin konplize izaitzea? Eta, ezin gauzatu den ideal batentzat eskuak garbitzen ahal ditut?

«Biziki ederra da Bakea, zion Georges Bernanos-ek, baina, jendeek usu galdegiten dute zer ezartzen den barnean? Gerla bakea baino askoz errexago da betetzea».

Muller-ek dion bezala, orain arte Mendebaldeak bakarrik jakin du bere kanpoko operazioetan "gerla osatzen" edo betetzen. Eta, Bernanos-ek zionaren haritik «Tronpatzen ez duenataz esperantza ukaiten hasteko, behar da lehen bizik tronpatzen duenataz etsitzen hasi». Ondorioz, bakean esperantza ukaiteko, beharko da gerlaz etsitzen hasi.

Horrek frantses eta espainiar Estatuentzat balio du.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Yara (ou il est toujours utile de connaître tous les aspects d'un dossier)

● Pantxoia Bimboire

RAPPEL des volumes et des impacts du trafic Yara: Yara représente 95 emplois directs à Pardies. Le volume actuel de transit est de 15.000 à 20.000 tonnes par an de produit à base de Nitrate (appelé NAT). Jusqu'à présent ce volume était achevé, en train, de Pardies jusqu'à Port la Nouvelle (près de Narbonne), cela a été réalisé pendant près de 20 ans. A partir du port, il est prévu entre 5 à 12 navires par an de 1.500 à 3.000 tonnes chacun. Le quai de chargement pour chaque opération est monopolisé entre 1 à 2 jours selon la taille du navire. Le changement d'affectation du port de chargement a pour conséquences: 300.000 € d'économies pour Yara, une diminution de trajet terrestre de près de 700km, une facturation de service au port de Bayonne.

La sécurité: l'aspect texte réglementaire

Un règlement local a défini pour ce trafic les mesures réglementaires suivantes:

- Distance d'éloignement des tas de bois aux wagons empêchant la propagation d'un feu de rondins aux wagons (distance donnée par les règles strictes en matière d'incendie).
- Surveillance de l'intégralité de la phase chargement par du personnel agréé.
- Capacité d'évacuation permanente des wagons et/ou des navires en temps prédéfini (et mesure de ce délai au cours d'exercice).
- Moyens de lutte spécifique mis en place (capacité de contenir un feu de rondins en attendant l'intervention des pompiers, possibilité de noyer les cales du navire en cas d'échauffement...).

Les différences avec le cas AZF

Le NAT n'est pas stocké sur le port de Bayonne, il est en transit, alors qu'il était dans un hangar à AZF. Le NAT est conditionné en Big Bags de 1.000 à 1.200kg, déplaçables, isolables, alors qu'il était en vrac chez AZF. Le NAT est "propre" et non dégradé, il était dégradé chez AZF (du fait de son long stockage).

Le port et sa technologie

Le port dispose d'une triple certification QSE (c'est le premier et toujours le seul port de l'hexagone à la posséder). Il est donc soumis à des procédures strictes qu'il passe en revue régulièrement et à des audits externes réguliers et le poussant à une démarche de progrès. Dans ce contexte des mesures de défense incendie, manutention portuaire et fermeture périmètre avec contrôle d'accès ont été mises en place ou améliorées. Le niveau de sécurité est défini par le préfet (autorité suprême et unique) qui s'appuie sur ses services: DREAL (ministère Industrie et risque environnementaux), SDIS (pompiers), principalement.

La réglementation à respecter pour la certification environnementale (ISO 14001) pour en avoir vécu les détails dans ma vie antérieure sont tout sauf anodins, futiles ou symboliques. Et je n'évoque pas celle à respecter pour la sécurité des personnes (principalement) et des biens.

Le test

S'agissant de l'autorité préfectorale, il a été demandé



préalablement qu'un test vraie grandeur simule un transit et une situation de stress (c'est ainsi que cela fonctionne dans les industries certifiées, il est régulièrement testé, par exemple, un départ de feu dans telle ou telle zone et mesure des temps de réactions et adaptation des procédures ou un déversement accidentel de substances chimiques, avec toujours des mesures de réaction et des critiques améliorantes sur les procédures.

Dans ce contexte, le test a eu lieu le 28 septembre 2011, avec succès.

Le premier trafic

Il a eu lieu le 29 janvier 2013. 1.500 tonnes de NAT sur deux trains séparés en provenance de Pardies ont été chargés. Le chargement s'est effectué dans une seule journée. Le navire a quitté Bayonne le soir même. Les opérations ont été conformes aux procédures créées pour assurer l'ensemble de la réglementation locale définie par le préfet pour traiter ces matières dangereuses.

Conclusion

Cette nouvelle compétence du port de Bayonne, acquise à l'occasion du traitement du NAT, est un plus dans l'adaptation à la modernité. Les tests, audits internes et externes réguliers sont l'occasion de vérifier que la vigilance est de mise.

Rappel d'un dossier antérieur, lié au risque

Dans le courant de l'année 2007, si je ne me trompe pas sur l'année, les trois exploitants de la Raffinerie du Midi: Shell, Total et Esso, ont été contraints par la préfecture (via la DRIRE, c'est-à-dire la DREAL de l'époque) de procéder à 2M € (sauf erreur), pour mise en conformité du site. Pour des raisons qui leurs sont propres, refusant de faire ces travaux, le site a été fermé, à juste titre. Un flux annuel de 40.000 semi-remorques chargés d'essence a donc emprunté et emprunte d'ailleurs actuellement, la route Bayonne Bordeaux, avec le risque que cela entraîne...

Historiquement, les permis de construire accordés sur une zone ou près de cette zone industrielle, depuis les années 1960, ont changé la nature des contraintes qui y sont attachées. On voit aussi par là, qu'il faudra aussi qu'Iparralde, choisisse s'il souhaite, pour l'avenir de sa jeunesse, un destin à économie résidentielle (3^e âge, habitat résidence secondaire, foncier cher et gelé, fort niveau d'intolérance de nuisance, à Souraide, certains résidents se sont déjà plaints du chant du coq...), ou, une intégration progressive, raisonnée mais graduelle d'une économie productive.

●●● que pour se justifier d'avoir massacré sa copine à coups de batte de cricket et de revolver, le coureur paralympique Pistorius déclare à la police: «elle a voulu me faire marcher».

●●● que les conseillers des intercommunalités se soient voté des augmentations d'indemnités de 5,3 % et les conseillers régionaux de 8,5 % entre 2009 et 2011. Les chômeurs n'ont pas de pot, les conseillers ont l'impôt.

●●● que pour se défendre de tout magouillage, Barthélémy Aguerre, déclare ne pas connaître l'étiquetage européen des catégories de viande. Ou comment tenter de faire prendre des vessies de cheval pour des lanternes.

●●● de l'aplomb avec lequel Barthélémy Aguerre nie toute implication dans la tromperie. A la guerre comme à l'Aguerre il se la joue Pinocchio.

●●● et surpris que le député Jean Lassalle termine son discours à l'AG du 8^{ème} anniversaire de EHLG en s'adressant à Mixel

Berrocohirigoin: «Chapeau l'artiste!». Et à son suppléant, Barthélémy: «Bravo le magicien!».

●●● d'entendre son cher évêque déclarer s'être «senti orphelin» à l'annonce de la démission du pape. Encore un autre qui a 2 papas!

●●● de lire que la sénatrice Frédérique Espagnac serait persona non grata à Madrid. Ouf! Pas de MAE en perspective sur sa tête pour apologie de paix en Pays Basque!

●●● qu'une pluie de météorites ait pu faire 1.000 blessés en Russie. Poutine et Depardieu sont indemnes.



Barthélémy Aguerre peu à cheval sur l'étiquette

Barthélémy Aguerre est au centre d'un scandale alimentaire européen au titre de pdg de la Sté Spanghero qui a acheté en Roumanie de la viande de cheval pour la revendre viande de bœuf, destinée aux plats cuisinés Findus. Enbata porte sur cette affaire, qui atteint la coopérative Lur Berri, les regards croisés de Periko Legasse et de Sauveur Bacho / Mattin Lamarque.

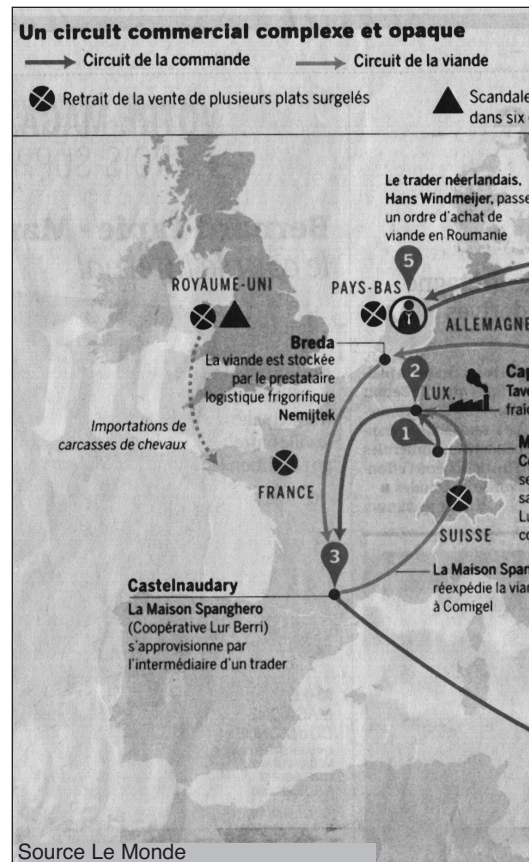
Où les lasagnes au cheval roumain signent le triomphe de l'Europe néolibérale

par Periko Legasse

Periko Legasse, rédacteur en chef de Marianne, est de tous les débats médiatiques de Paris sur ce scandale en tant que journaliste spécialiste de l'alimentation et de la gastronomie. Partenaire de notoriété de Lurrama, Periko livre ici son témoignage.

JE me souviens de ce jour où mon père, à l'occasion d'un déjeuner dans un restaurant de Donapaleu avec le chanoine

Pierre Laffite se leva de table pour aller saluer le sénateur Jean Errecart. C'était à la fin des années 1960. L'élu décédera en 1971, peu après avoir fondé Lur Berri. Natif d'Orragare (Orègue), engagé en politique dans le centre droit catholique, très attaché à ses racines euskaldun sans s'être pour autant jamais rapproché de la mouvance abertzale, avec laquelle il maintenait des relations cordiales, Jean Errecart fut surtout un éminent syndicaliste agricole et l'initiateur du mouvement coopératif en Iparralde dès avant la seconde guerre mondiale. Pourquoi ce rappel ? Parce qu'il est étonnant que l'initiative d'une poignée de paysans basques ayant fondé la coopérative Lur Berri soit à l'origine d'un monstre économique, aux ramifications internationales diverses et variées (Agridis, Arcadie, Pionner, Labeyrie, Martiko, etc.) aujourd'hui au cœur du plus grand scandale alimentaire de ce début de siècle. D'autant que l'actuel vice-président de Lur Berri, Barthélémy Aguerre, est le suppléant du député béarnais Jean Lassalle. Nous voici donc soudain transportés de Benafarroa en Roumanie via les arcanes du Modem.



L'Europe des copains

Un jour de 2009, Lur Berri pris la majorité (95%) de la société "A la table de Spanghero", fondée par les célèbres rugbyman occitans pour produire à échelle industrielle la recette du cassoulet familial que leur maman préparait à la maison. On aurait pu penser que Lur Berri aurait confié à Spanghero l'extension d'une filière axoa d'Espellette ou d'un département pipérade, à moins que ce ne soit le développement d'une gamme "marmitako minute" ou d'une ligne "zikiro sous vide". Rien de tel. Nous apprenons que la firme de Castelnaudary importe de la viande de Roumanie, qu'elle ne transforme pas, pour l'envoyer à Metz, dans les locaux de la société Cogimel, qui la confie à sa filiale Tavola afin qu'elle produise au Luxembourg des plats préparés pour la marque Findus. Tout ça sent bon l'Europe des copains et des coquins.

On aurait pu croire que la société Spanghero recevait directement sa marchandise, que l'on appelle "minerai", puisqu'il s'agit d'un agglomérat de différents types de viandes et morceaux, de Roumanie. Erreur, la viande roumaine, que ce soit du bœuf, du cheval ou de la mule, transitait d'abord par les locaux d'un trader néerlandais suite à une transaction opérée par un trader chypriote, ce dernier ayant été contacté par des abattoirs roumains détenteurs d'une grande quantité de viande de cheval. Curieuse époque où il faut aller chercher bien loin des produits dont on dispose si près, histoire de ne pas perturber l'équilibre des marchés. Tout cela sent bon la pratique mafieuse avec un très probable trafic d'animaux à la clé. Partant de 4 € le paquet de lasagnes surgelées chez Findus pour arriver à 1,15 € le kilo de cheval roumain, lui même payé entre 70 et 90 centimes d'euro le kilo aux fournisseurs de bétail, on prend la vraie dimension du problème. Tant que la grande distri-



Periko Legasse



Des banquiers utilisent l'alimentation

Et l'industrie agroalimentaire de s'engouffrer dans la brèche pour décider elle aussi de ce qu'elle veut bien payer. Un système qui incite inévitablement à la fraude si le fournisseur veut à la fois garder le marché et ne pas vendre à perte. Ces gens-là ne sont ni des fabricants, ni des marchands de nourriture, mais des banquiers utilisant l'alimentation humaine pour générer des profits financiers. L'industrie transformée en usine à fric sur le dos du consommateur après avoir étranglé le producteur, avec la bénédiction quasi complice d'institutions ayant troqué un peu du devoir de l'Etat contre tous les droits de l'argent, voilà l'une des causes du problème.

Mais cette dérive n'aurait pu prendre une telle ampleur si la Commission européenne, aveuglée par l'idéologie néolibérale, n'encourageait le mercantilisme au nom de la liberté absolue des marchés. Elle est où cette célèbre "concurrency libre et non faussée" que l'on nous a ven-

due de traité en traité? Est-ce bien elle qui permet à des trafiquants de bestiaux d'écouler leur marchandise frauduleuse dans les grandes surfaces blanchies de publicité de nos sociétés saturées de modernité? Avant hier la Commission disait non à la traçabilité des morceaux de viande dans les produits transformés. Autrement dit, le consommateur payeur n'a pas à savoir d'où vient la vache ou le cheval contenu dans ses raviolis. Passez votre chemin, vous n'empêchez pas le système de tourner en rond. Hier encore, la Commission annonçait l'autorisation des farines carnées, interdites depuis la crise de la vache folle, dans l'alimentation des poissons d'élevage à partir du 1^{er} juin 2013. Des génies de la com politique... On pourra enfin écouler le cheval ukrainien ayant transité par la Pologne pour arriver en Roumanie dans les croquettes pour saumon. Oh, du bar au porc! Ah, de la daurade au bœuf! Les piranhas sont là.

Indignons-nous dans l'assiette

ins et des coquins

"Curieuse époque où il faut aller chercher bien loin des produits dont on dispose si près, histoire de ne pas perturber l'équilibre des marchés."

bution, déjà en situation de quasi monopole, puisque cinq centrales d'achat (Carrefour, Auchan, Intermarché, Leclerc et Casino) se partagent 90% du marché, imposera ses tarifs à ses fournisseurs, nous irons de gabegies en forfaitures. Merveilleux système libéral où l'acheteur fixe lui-même le prix à son vendeur pour garantir ses marges.

Enfin, pourquoi le gouvernement de François Fillon a-t-il démantelé la DGCCRF, notre précieuse «Répression des fraudes», en la plaçant, avec 600 inspecteurs en moins, sous l'autorité des préfets, via le charmant intitulé de «Direction départementale de la protection des populations»? Pour qu'un patron indisposé par une enquête un peu trop zélée puisse tout de suite intervenir auprès de la préfecture afin de neutraliser les gêneurs? Qu'attend la gauche pour redonner ses prérogatives à cette "police de la croûte" grâce à laquelle les margouliniens se sentaient un peu surveillés. D'autant que l'on sait l'acharnement que mettent les services de l'Etat et autres vétérinaires à sévir sur les petits producteurs, artisans et commerçant de proximité, que

l'on visitera cinq fois dans un trimestre à la recherche d'une bactérie suspecte alors que le gros industriel qui s'enrichit avec des denrées aux origines suspectes, parfois même avariées, pourra lui, comme on l'a vu à Castelnaudary, tricher et mentir, donc voler et tromper, en toute impunité. Sans parler des toxines, adjuvants, additifs et pesticides dont regorgent cette malbouffe que chaque jour le lobby agroalimentaire déverse sur les rayons des grandes surfaces. Voilà l'explication de la lasagne Findus au cheval roumain.

Mais rien n'évoluera tant que le citoyen consommateur, relayant la démarche du paysan honnête et de l'artisan consciencieux, ne prendra pas son destin alimentaire en main. Il est faux de dire que cette malbouffe est inéluctable pour les revenus modestes et les milieux sociaux défavorisés. Si l'on veut bien redistribuer le temps et le budget familial en donnant un peu plus d'importance à l'acte alimentaire, sensé nous faire vivre longtemps, heureux et en bonne santé, au détriment de certaines dépenses futiles, alors on peut arriver à se nourrir correctement pour pas cher. L'ennemi c'est la résignation. Les petits peuples qui luttent depuis des siècles contre les grandes nations pour recouvrer le droit à disposer d'eux-mêmes le savent bien. Les paysans qui se rassemblent en chambre d'agriculture libre face à des syndicats agricoles aux ordres du marché le savent bien. Indignons nous dans l'assiette. Selon l'époque, la liberté est au bout du fusil ou du bulletin de vote. Aujourd'hui elle est aussi au bout de la fourchette et du couteau. Jan ta ke irabazi arte!



Periko Légasse



Lur Berri entraîné dans l'affaire Spanghero

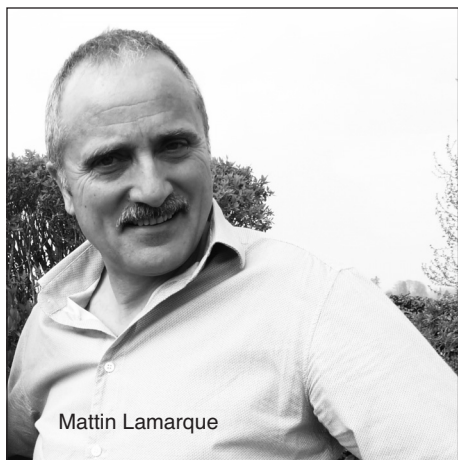
Vu de l'intérieur de Lur Berri, propriétaire de 99% des actions de la Sté Spanghero, le rôle joué par Barthélémy Aguerre prend un relief singulier. D'autant que le ministère de l'Agriculture, en suspendant provisoirement l'agrément sanitaire de l'entreprise, a mis en danger 300 emplois à Castelnaudary. Le délégué CFDT, Mattin Lamarque, et Sauveur Bacho, secrétaire syndical CFDT agroalimentaire Pays Basque, dénoncent la dérive de Lur Berri, coopérative de 5.000 agriculteurs.

ENBATA: Pouvez-vous dire comment s'est faite l'évolution de Lur Berri et ses liens avec Spanghero?

Mattin Lamarque et Sauveur Bacho: La coopérative agricole Lur Berri est basée à



Sauveur Bacho



Mattin Lamarque

Aicirits. A ses origines elle était céréalière, puis elle s'est fortement développée dans l'approvisionnement, les magasins, le maïs semence, l'usine d'aliments, les productions animales, la salaisonnerie, les rafles de maïs etc. Elle était, jusqu'à ces dix dernières années à échelle humaine avec une aire géographique que l'on arrivait à identifier. Depuis les années 2000, elle a voulu grossir, égaler ses concurrents Euralis et Maisadour en se lançant dans une vaste politique d'acquisition d'entreprises: magasins, entreprises de viande, négociants pour faire du développement externe et de l'acquisition de parts de marché tout en n'hésitant pas à fermer des outils de proximité comme les dépôts de Arraute, Saint-Esteben ou Arberats et à se séparer de la plus grande partie du service transports. Tant au niveau du CE (Comité d'entreprise) que du syndicat CFDT, nous nous sommes opposés à cette politique qui nous faisait perdre notre proximité et tendait, par une politique de prix à favoriser l'agrandissement des exploitations.

Ces dernières années, cette politique s'est accélérée, avec la volonté effrénée de deux hommes MM. Barthélémy Aguerre, vice-président, et Olivier Gemin, directeur général, de vouloir jouer en Ligue des Champions en ne tenant absolument pas compte de l'histoire et de notre environnement.

C'est ainsi que Lur Berri est devenu l'actionnaire principal de Arcadie Sud-Ouest avec des mises de fond de plus en plus importantes et le poste de PDG attribué à B. Aguerre. En 2009, et ceci nous emmène, au sujet du jour, il y eut l'acquisition de l'entreprise Spanghero SA à Castelnaudary qui développait trois métiers; l'abattage-découpe, les produits élaborés (viande tranchée, steaks hachés, saucisserie) les plats cuisinés.

“Lur Berri pouvait se vanter de rentrer dans la cour des grands, des géants de l'industrie agroalimentaire mais dans le paquet cadeau n'y avait-il pas aussi la perte de son âme?”

B. Aguerre est nommé président. Le “coup” le plus spectaculaire fut l'acquisition en janvier 2012 d'Alfesca, groupe islandais (actif évalué à plusieurs centaines de millions d'euros) qui permit de prendre le contrôle du géant du foie gras et du saumon fumé notamment, Labeyrie. Avec ce rachat, Lur Berri pouvait se vanter de rentrer dans la cour des grands, des géants de l'industrie agroalimentaire mais dans le paquet cadeau n'y avait-il pas aussi la perte de son âme? C'est en tout cas ce que nous avons pensé au niveau du CE et du syndicat CFDT.

Enb.: Depuis maintenant 15 jours, l'affaire Spanghero occupe le devant de la scène, que se passe-t-il et qu'en pensez-vous?

M. L. et S. B.: D'après les déclarations des ministres concernés et suite aux premières investigations il y aurait présomption de tricherie, tromperie et fraude, un faisceau d'indices graves, précis, concordants, avec en particulier un changement d'étiquettes de cheval en bœuf. A l'heure où nous écrivons nous n'avons pas encore connaissance du rapport définitif de la DGCCRF (Contrôle des fraudes).

Comment a-t-on pu en arriver là? Sans vouloir généraliser ces pratiques à l'ensemble d'une filière, il nous appartient, de condamner très clairement ces agissements, cette tromperie auprès des consommateurs. Dans ce mauvais film du Chevalgate, on a entrouvert les arrières cuisines de certains cadors de l'agroalimentaire, de la grande distribution et des traders en barbaque qui ne sont pas très à cheval, pourrait-on dire, sur les codes de bonne conduite. Au lieu d'être dans le rôle noble de l'alimentation et du respect du consommateur, on est là dans le monde de la finance et du profit.

Comment ne pas être choqués par des circuits de distribution qui font parcourir des milliers de km à travers l'Europe à de la viande à bas coût alors que nous avons localement des producteurs et de la viande de qualité.

Enb.: Devant cette situation, que peut-on faire?

M. L. et S. B.: Il y a tout d'abord un certain nombre de mesures d'urgence à prendre, que nous avons décidées d'un commun accord avec notre fédération nationale FGA CFDT.



Conflit social

la Cour de cassation relance le procès

ENBATA: Vous avez tenu une conférence de presse sur la participation des salariés.

Qu'en est-il?

Mattin Lamarque et Sauveur Bacho:

Notre litige avec les dirigeants de Lur Berri dure depuis, maintenant 12 ans.

Il porte sur une somme de plus de 1,8 millions d'euros dont nous avons été privés dans les années 1993 à 2000. A titre d'exemple, en 1993, une somme de 42 millions de francs (nous étions alors en francs) a basculé directement en réserves sur le bilan sans passer par le compte de résultats et nous a donc privés de notre quote-part de participation. Autre exemple, le 30 juin 1996 une provision de 30 millions de francs est passée en prévision d'un éventuel "ouragan" ("qui heureusement n'est jamais arrivé!") et qui détruirait sur son passage l'usine d'aliments, les semences, les ilots de semences etc. Incroyable mais vrai.

Pendant 2 ans, de 2000 à 2002, nous avons essayé de négocier dans l'entreprise, commandé d'un commun accord entre le CE et la direction un rapport à l'expert comptable.

Le 22 mai 2002, celui-ci nous rendait le rapport concluant à une somme à recevoir par les salariés de plus de 1,8 millions d'euros. Rien n'y a fait, la direction ne voulant rien entendre.

Par contre, 2 jours après, le 24 mai 2002, soit 9 ans après les faits, elle produit une attestation des commissaires aux comptes MM. Jean Louis Peres et Olivier Wyss qui n'est pas chiffrée et ne fait réfé-

rence à aucun exercice comptable annuel.

Devant cette situation, 194 salariés et les deux syndicats CFDT et FGSOA avons saisi le tribunal de grande Instance de Bayonne le 1^{er} avril 2003.

Depuis 10 ans, notre direction a usé de tous les stratagèmes pour qu'il n'y ait aucune décision sur le fond. Toutes les décisions rendues sur le fond par les tribunaux tant de Bayonne que de Pau nous ont donné raison, la Cour de cassation, dans un 1^{er} jugement rendu en 2010 ayant infirmé le tribunal de Pau.

Mais, coup de tonnerre ce 30 janvier 2013, la Cour de cassation déclare irrecevable le document délivré le 24 mai 2002 par les commissaires aux comptes car ne comportant aucune information sur le montant des capitaux propres, ni sur celui de l'excédent net répartiisable retenu et sur l'exercice auquel ces montants se rapportent.

Les deux parties sont renvoyées devant la Cour d'appel de Bordeaux qui jugera sur le fond.

Nous avons bon espoir d'arriver enfin à récupérer notre dû: environ 6.000 à 7.000 euros par salarié.

Toute cette procédure se déroule dans un climat social déplorable à l'intérieur de l'entreprise, pressions multiples, mises à l'écart de salariés délégués élus, plus de 50% des salariés gagnent moins de 1.300 euros net mensuel, ancienneté comprise, alors que le groupe Lur Berri accumule depuis plusieurs années des résultats importants.

La justice devra déterminer les responsabilités et les responsables devront être sévèrement sanctionnés.

En attendant, Lur Berri à laquelle appartient la société Spanghero doit tirer les conclusions de la décision du ministre de l'agriculture et écarter tous ceux, qui, de près, ou de loin, ont "trempé" dans cette affaire, à titre conservatoire, en attendant que la justice fasse son travail. Ceci doit permettre à la société Spanghero de retrouver son agrément sanitaire nécessaire au travail de la viande avec des contrôles renforcés des agents de l'Etat.

D'autre part, cette affaire met en lumière trois propositions que nous portons depuis plusieurs années.

L'origine des matières premières contenues dans les produits transformés doit être connue des consommateurs, il faut étendre l'étiquetage à l'ensemble des plats cuisinés. Un salarié témoin de pratiques douteuses, de dysfonctionnements mettant en cause la qualité des aliments doit pouvoir les dénoncer sans crainte de perdre son emploi. Comme pour les conditions de travail, un droit d'alerte et de retrait doit s'appliquer avec une protection des salariés.

Il faut renverser la tendance actuelle à la suppression des agents de l'Etat sur les lignes d'abattage pour les contrôles. Il revient à l'Etat d'exercer ces contrôles, en toute indépendance, par un renforcement des effectifs.

Enb.: Quelles autres enseignements tirez-vous de cette affaire?

M. L. et S. B.: Il faut revenir aux fondamentaux de l'agriculture productrice de produits de qualité, payés à leur juste prix, respectueuse de l'environnement, des outils de transformation de proximité qui permettent un contrôle par les consommateurs, des politiques sociales respectueuses des salariés et de leurs conditions de travail avec des salaires décents, des circuits courts de proximité.

Parallèlement, il nous apparait important que les agriculteurs se réapproprient le contrôle de la coopérative, outil créé par les générations précédentes et auquel les salariés sont profondément attachés. Dans ce cadre, nous sommes prêts à participer à toutes les initiatives pour revenir aux sources de la coopération, défendre les intérêts des salariés et de l'agriculture locale.

A gauche, Mattin Lamarque avec Sauveur Bacho



Manif d'ELB au siège de Lur Berri, Aincirits lundi 18 février au matin



Euskal Herria Bai

● Jakes Bortayrou

PASA den otsailaren 9an, prentsaurreko baten bitartez AB, Batasuna eta EA alderdiek Euskal Herria BAI hauteskunde koalizioa elkar langune iraunkorra bilakatuko dutela adierazi dute. Honela, Euskal Herriko historian ireki den fase politikoari egokitutako tresna berria xutik ezarri eta ezker abertzaleko militanteei proposatua zaie. Tresna horren hiru ezaugarri inportantak azpimarratuak izan dira. Osatzen duten alderdiek beren autonomia eta nortasuna atxikitzen badituzte ere, bakoitzak bere aldetik deliberatu du elkarlanari lehentasuna ematea. Bigarrenik, ezker abertzalearekin identifikatzen den eta arlo politikoan lan egin nahi duen pertsona oro biltzeko asmoa du, alderdi bateko kidea izan ala ez. Azkenik gaurdanik Iparraldeko ezker abertzaleko erreferente politiko nagusi bezala agertu nahi badu, bere eraikuntza prozesu progresiboa izanen da.

Nola gauzatuko dira asmo guzti horiek? Momentuz behin behineko egitura martxan emana izan da, erran nahi baitu hiru alderdien arteko koordinaketa formal bat, jadanik funtzionatzen ziren elkarlan esparruez gain, hala nola, instituzio lan taldea edota "Bil Gaiten" izenez ezagutua den herri hauteskundeak prestatzeko dinamika zabalera. Pixkanaka egitura hori osatuz eta indartzuz joanen da behar konkretuei erantzuteko eta bestalde, alderdietan ez diren militanteei integratzeko parada

eskainiz. Horretarako, gogoetaldi irekia hasiko da, egituraketa, kideasuna, erabaki moldeak, eta militanteen betebeharrak nahiz eskubideak jorratuko dituen. Azken hauteskunde kanpainaren esperientzia baliatuz, arauak finkatuko dira, sortuko diren tokiko taldeek erabakietan parte har dezaten. Denbora berean, ondoko hila-beteetako jardura politiko nagusia herri hauteskundeak izanez, horien bitartez ere, EH Bai eraikitzen joanen da eta nahi duten guziki inplikatzeko aukerak sortuko dira. Alderdiak desagertuko ote dira? Momentuz ez da horrelakorik plantatzen. Alderdi bakoitzak bere funtzionamendu propioa atxikiko du. Zer leku, zer agerpen, zer erin-behar alderdientzat EH Bai-en ondoan? Aitortu behar da paperan baino zailago dela errealtatean egituren arteko uztarketa. Erantzunak ez dira aurretik idatziak eta funtzionamendu berri bat asmatu eta urratsez urrats bideratu beharko da. Iparraldeko alderdiak, EH Bai, 5 alderdien akordio estrategikoa, bada zer galdu jende askorentzat. Momentuz 5 alderdiek nazio mailako akordio estrategikoa izenpetua dute, nun eta elkarrekin lanean aritzeko engaiamendua hartu duten. Finkatzekoa dute konkretuki zein arlotan, zen gaietan elkarrekin aritu eta agertuko diren. Bestalde adostua dute ere elkarlana modu desberdinez burutzeko Hego eta Iparraldean. Momentuz Hegoaldean EH Bildu hauteskunde koalizioa sortua dute. Ipar-

“**Fase politikoari egokitutako tresna berria (...) ezker abertzaleko militanteei proposatua zaie.**”

raldean 2007tik hauteskunde koalizioaren esperientzia garatu da eta urrunago joaitzeko beharra sentitu dugu elkar langune bat sortuz hauteskundeetatik at elkarrekin aritzeko. Zer egingen du EH Bai-k beraz? Lehen aipaturiko elkarlan esparruez gain, komunikazioa arloan ezker abertzalearen boz nagusia izanen da Iparraldean hementik goiti eta bere jardura urratsez urrats arlo berrietara hedatuko da, indar militante, behar politikoaren eta denen artan adosturiko hautu estrategikoen arabera. Galdera eta zalantza gehiago egonen dira bainan militante guzietan doakigu, alderdikoa izan ala ez, heldutasunez eta erantzukizunez jokatzeko, arazoak sanoki pausatu eta aterabideak atxemaiteko. Erronkak pena merezi baitu. Bereziki zaindu beharko dira tentsio guñeak bilaka daitezkeen puntuak: bakoitzaren funtzionamendu eritmo eta baliabide desberdinak, maila nazionala eta Iparralde mailaren arteko lotura eta uztarketa edota eraikitze bide honetan topatuko diren eztabaida politikoak, 2014ko europar hauteskundeak adibidez.

Notre couverture: Barthélémy Aguerre pdg de Spanghero et vice-président de Lur Berri.

Sur votre agenda

Otsaila:

● **Samedi 23, à partir de 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.

● **Samedi 23, à partir de 18h, LUHUSO** (Harri Xuri). Spectacle. 18h: "Debrien bisaia: antzerki kataplasma", par Jostakin Taldea (makea) et Mattin Irigoen. 20h30: "Bi arreba", par Andoni Egaña et Xabier Lizaso.

● **Mardi 26, 20h, KANBO** (cinéma l'Aiglon). "Sur les pas de Jakes" film-documentaire de Ramuntxo Garbisu organisé par les parents du collègue Xalbador, puis rencontre avec Jakes Abeberry et le réalisateur.

● **Jusqu'au 16 mars, IRISARRI, BAIGORRI, GARAZI.** Korrika culturelle.

Poursuivre le dialogue avec Paris



Lundi 18 février, compte rendu à la presse de la rencontre décevante du Conseil des élus avec le ministère de Marylise Lebranchu et annonce d'une volonté de rassemblement général pour y répondre. Sur la

photo les représentants de ce rassemblement, à savoir autour du Conseil des élus, les parlementaires, la CCI, le Biltzar des maires, Batera et le Conseil de développement.

Sommaire

- Barthélémy Aguerre peu à cheval sur l'étiquette 4 et 5
- Lur Berri entraîné dans l'affaire Spanghero 6 et 7

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190